



Espagne

L'impasse

- Un nouveau gouvernement peine à voir le jour près de trois mois après les élections générales.
- Aucun des partis traditionnels, le Parti populaire et le PSOE, n'a obtenu suffisamment de sièges au Congrès des députés pour former seul un gouvernement. Ni Podemos, ni Ciudadanos n'est, par ailleurs, en mesure de départager les principaux partis.
- Seule une grande coalition permettrait d'atteindre une majorité de sièges au Congrès. Les différents partis peinent toutefois à s'entendre.
- De nouvelles élections seront convoquées fin juin si aucun président de gouvernement n'est élu par le Congrès des députés d'ici le 2 mai.

Un nouveau gouvernement peine à voir le jour près de trois mois après les élections générales. Le paysage politique est en effet éclaté, et des points de désaccord entachent les discussions. Ainsi, le PSOE et Ciudadanos sont fermement attachés à l'unité de l'Espagne et ne parviennent pas à trouver un terrain d'entente avec Podemos sur la marche à suivre en Catalogne. Les partis politiques ont désormais jusqu'au 2 mai pour s'entendre et élire un nouveau président de gouvernement. Dans le cas contraire, de nouvelles élections seront convoquées fin juin.

L'entente impossible

Aucun des partis traditionnels, le Parti populaire (PP, de droite) et le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), arrivés en tête de scrutin, n'a obtenu suffisamment de sièges au Congrès des députés pour former seul un gouvernement. Crédités de respectivement 28,7% et 22% des voix à l'issue du scrutin du 20 décembre dernier, ils disposent de seulement 123 et 90 sièges (sur un total de 350) (cf. graphique 1). L'alliance de gauche radicale Podemos¹ et le parti de centre droit Ciudadanos, pourvus de respectivement 69 et 40 sièges au Congrès des députés², ne peuvent pas, par ailleurs, départager seuls les principaux partis. Une grande coalition associant plus de deux partis permettrait d'atteindre une majorité de sièges au Congrès et d'élire un président de gouvernement.

Les différents partis politiques peinent toutefois à s'entendre. Le Premier ministre sortant, Mariano Rajoy, du PP, a ainsi décliné la demande du roi Felipe VI de former un gouvernement en raison du manque de soutien des autres partis. Le chef de file socialiste, Pedro Sanchez, a accepté début février de relever ce défi, mais il a échoué à obtenir une majorité qualifiée au Congrès des députés au premier tour du vote d'investiture le 2 mars, et une majorité simple au second

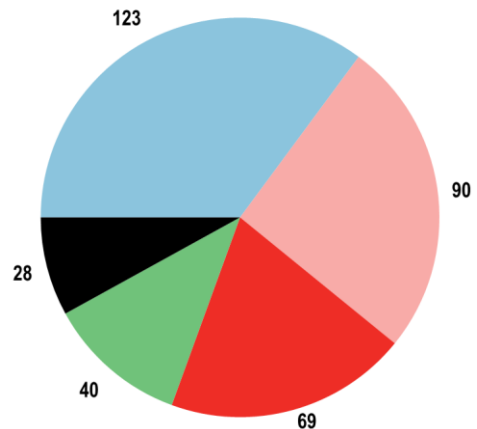
¹ Cette alliance comprend la coalition catalane « En Comú Podem » (12 sièges), celle de la Communauté valencienne « Compromís-Podemos-És el moment » (9 sièges) et celle formée en Galice « En Marea » (6 sièges).

² Podemos et Ciudadanos ont obtenu respectivement 20,7% et 13,9% des voix.

Une majorité difficile à dégager

Nombre de sièges au Congrès des députés

■ PP; ■ PSOE; ■ Alliance Podemos; ■ Ciudadanos; ■ Autres



Graphique 1

Source : Ministère de l'intérieur espagnol

tour du 4 mars³. Le PSOE espérait recueillir les voix de Podemos et du parti Ciudadanos, mais seul ce dernier lui a apporté son soutien. Podemos refuse en effet de s'allier pour l'instant à Ciudadanos, situé à l'autre bout de l'échiquier politique. Il s'oppose également au PSOE et à Ciudadanos sur la marche à suivre en Catalogne. Le parti de gauche radicale, pourtant opposé à l'indépendance de la région, souhaite en effet la tenue d'un référendum d'autodétermination, tandis que le PSOE et Ciudadanos y sont hostiles.

Sur la voie de nouvelles élections

Le PSOE a désormais jusqu'au 2 mai pour parvenir à un accord avec d'autres partis. Le Parlement dispose en effet d'un délai de deux mois après le premier vote d'investiture pour élire un président de gouvernement. Dans le cas contraire, des élections anticipées seront convoquées fin juin⁴.

Peu d'options s'offrent au PSOE. Il semble peu probable que le Parti socialiste et Ciudadanos, fermement attachés à l'unité de l'Espagne, parviennent à trouver un terrain d'entente avec Podemos sur la Catalogne. Une grande coalition de gauche semble à ce jour plus improbable encore. Le PSOE devrait en effet, pour disposer d'une majorité de sièges, nouer des alliances avec Podemos et d'autres petits partis, dont des indépendantistes basques.

Une coalition entre le PP, Ciudadanos et le PSOE semble également hypothétique. Elle supposerait que Mariano Rajoy renonce au poste de Premier ministre. Son image a en effet été fortement écornée par d'importants scandales de corruption impliquant certains membres

³ Une majorité absolue est nécessaire au premier tour. Dans le cas d'une majorité simple, seules les voix exprimées comptent.

⁴ Le cas échéant, les élections pourraient avoir lieu le 26 juin.



de son parti. Toutefois, Mariano Rajoy exclut pour l'instant cette possibilité. Les partis traditionnels tireraient par ailleurs à terme peu profit d'une telle coalition. Les Espagnols ont en effet montré, lors de ces élections, leur souhait de mettre fin à l'hégémonie des partis traditionnels. Il s'agirait d'un pari risqué en particulier pour le parti socialiste. Les électeurs de gauche pourraient plébisciter davantage encore Podemos en cas du soutien du PSOE au PP.

Une situation inextricable?

L'Espagne est peu habituée à mener de telles tractations. Le PSOE et le PP se sont en effet succédés au pouvoir pendant plus trente ans. Les différents partis ont toutefois peu d'intérêts à ce que de nouvelles élections soient convoquées. Ciudadanos, en se montrant plus conciliant à l'égard des autres partis, a légèrement progressé dans les sondages, mais de nouvelles élections ne modifieraient pas la configuration du Conseil des députés (cf. graphique 2). L'Espagne se trouverait de nouveau dans l'impasse, à moins que l'ensemble des partis politiques ne parviennent, à l'issue de nouvelles élections, à convaincre leurs électeurs qu'ils n'ont pas d'autre choix que de faire de plus grandes concessions. Podemos pourrait alors s'abstenir au second tour du vote d'investiture et laisser le PSOE gouverner avec le parti du centre, ou Mariano Rajoy pourrait céder le poste de Premier ministre à un autre membre du PP en cas de coalition entre le PP, le PSOE et Ciudadanos.

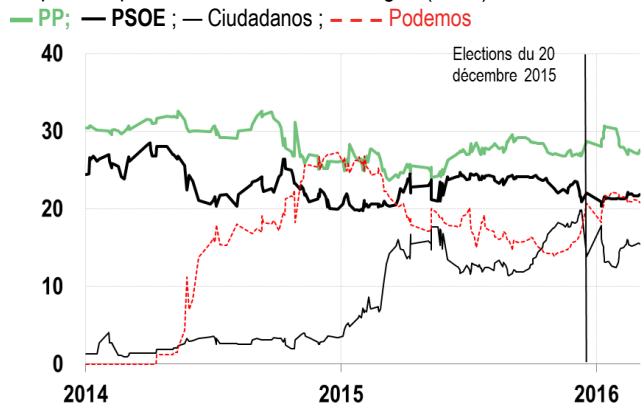
Un relâchement budgétaire à venir

L'orientation de la politique économique suscite certaines interrogations. L'évolution des finances publiques, en particulier, est incertaine. L'Espagne est parvenue à réduire sensiblement son déficit public au cours de ces dernières années. Le déficit budgétaire pourrait ainsi atteindre 4,8% du PIB en 2015 après avoir culminé à 10,4% en 2012. Cette amélioration est le fruit de mesures d'austérité drastiques jusqu'en 2014. Le solde structurel⁵ est ainsi passé de -7,1% du PIB en 2010 à -1,7% en 2014. Le pays a ensuite profité du retour de la croissance et en particulier du recul du taux de chômage, pour assainir ses finances publiques. Le pays, dont l'activité avait chuté de plus de 9% entre les printemps 2008 et 2013, a en effet enregistré une deuxième hausse consécutive de son PIB en 2015 (+3,2%, après +1,4% en 2014). Parallèlement, le taux de chômage a reculé de plus de 5 points depuis début 2013 (à 21% au T4 2015).

Le rythme de réduction du déficit public pourrait cependant décélérer. La poursuite de la croissance (+2,6% en 2016) offrira des marges de manœuvre au nouveau gouvernement, mais celui-ci sera vraisemblablement amené à trouver des compromis avec l'ensemble des partis et à réduire ses efforts d'assainissement budgétaire. Le PSOE souhaite ainsi ramener le déficit public légèrement en deçà de

Un paysage politique clairsemé

Moyenne sur deux semaines des intentions de vote obtenues auprès de plusieurs instituts de sondages (en %)



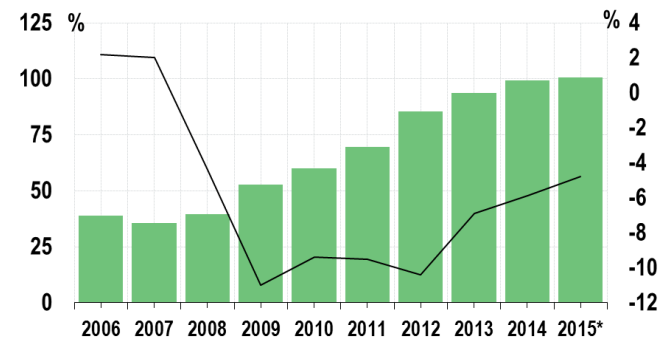
Graphique 2

Source : BNP Paribas

Une dette publique toujours élevée

En % du PIB

■ Dette publique; — Solde budgétaire (é.d.)



Graphique 3

Source : Ameco

*Prévisions BNP Paribas

3% du PIB en 2017, au lieu de 1,4% prévu dans le programme de stabilité remis à la Commission européenne en 2015. L'objectif de réduction de la dette publique serait, le cas échéant, également mis à mal (99,3% du PIB en 2014) (cf. graphique 3).

Le nouveau gouvernement devra toutefois répondre aux attentes de nombre d'Espagnols sans nuire à la crédibilité du processus d'ajustement budgétaire, ce qui pourrait se traduire par une hausse du taux de rendement des obligations d'Etat.

⁵ Le solde structurel équivaut au solde qui serait atteint si le PIB était égal à son potentiel et corrigé des mesures exceptionnelles.